

JAPON

Après le séisme meurtrier, la peur d'un accident nucléaire majeur

Les craintes d'un accident nucléaire majeur étaient vives après une explosion hier dans une centrale nucléaire à 250 km de Tokyo, à la suite du très fort séisme et du tsunami qui ont fait la veille 1 700 morts et disparus au Japon, selon des chiffres officiels.

Ce bilan pourrait toutefois s'alourdir, la préfecture de Miyagi, dans le nord-est, étant sans nouvelles d'environ 10 000 des 17 000 habitants de la ville portuaire de Minamisanriku, d'après la chaîne de télévision NHK.

«C'est le plus important séisme depuis l'ère Meiji (1868 à 1912) et l'on pense que plus de 1 000 personnes y ont laissé la vie», a reconnu le gouvernement, au lendemain du tremblement de terre de magnitude 8,9 survenu au large des côtes du nord-est et suivi d'un tsunami.

Une catastrophe qualifiée de «désastre national sans précédent» par le Premier ministre Naoto Kan.

L'armée a de son côté découvert de 300 à 400 corps dans le port de Rikuzentakata. De plus, entre 200 et 300 cadavres ont été retrouvés sur une plage de Sendai (préfecture de Miyagi) après le passage d'une vague de plus de 10 mètres de haut.

A la centrale de Fukushima N°1, également dans le nord-est, une explosion s'est produite hier à 15h36 heure locale (6h36 GMT), faisant, selon la télévision publique NHK, plusieurs blessés parmi les employés. Le chef du gouvernement a ordonné l'évacuation des habitants dans un rayon de 20 kilomètres autour de la centrale, tout en appelant la population locale à garder son calme. Sur place, dans les localités



Photos : DR

dévastées le long de la côte Pacifique, un calme étrange régnait hier.

Des villes entières ont été entièrement submergées par les eaux. Des voitures ont été projetées contre les façades des maisons, et même sur les toits, par la force de vagues déferlantes qui ont pénétré parfois jusqu'à cinq kilomètres à l'intérieur des terres.

«Il y a tellement de gens qui ont perdu la vie», dit un vieil homme à des journalistes avant de fondre en larmes et d'ajouter : «Je n'ai pas de mots pour cela.»

A propos de la situation à la centrale de Fukushima N°1, le porte-parole du gouvernement, Yukio Edano, s'est voulu rassurant : citant

l'exploitant, Tokyo Electric Power (Tepco), il a souligné que le caisson du réacteur n'avait pas subi de dégâts et que les radiations avaient par la suite diminué.

L'Agence japonaise de sécurité nucléaire et industrielle a jugé peu probable que le caisson eût été gravement endommagé, après avoir d'abord averti qu'une fusion pourrait être en cours dans le réacteur.

Du césium radioactif a en effet été détecté aux alentours de la centrale, ce qui atteste généralement qu'un tel phénomène est en train de se produire, a noté un expert.

Selon l'agence Kyodo, la radioactivité reçue en une heure par une personne se trouvant sur le site corres-

pond à la limite de radioactivité à ne pas dépasser annuellement. Les autorités japonaises ont informé l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) qu'«il y avait eu une explosion près du réacteur N°1 de la centrale de Fukushima-Daiichi et qu'elles étaient en train d'évaluer l'état du réacteur».

A la centrale proche de Fukushima-Daini, le rayon d'évacuation des riverains est de 10 km, a précisé l'AIEA. «Les autorités ont également indiqué qu'elles se préparaient à distribuer des comprimés d'iode aux habitants des zones proches des deux centrales», a ajouté l'agence onusienne. La centrale de Fukushima N°1 a été victime d'une série de pro-

blèmes depuis que le très fort séisme et ses répliques à répétition ont perturbé le fonctionnement de ses circuits de refroidissement.

Tepco avait reçu pour instructions d'ouvrir les valves du réacteur afin de relâcher de la vapeur radioactive et de faire retomber la pression interne, anormalement élevée.

Fukushima N°2 connaissait aussi des problèmes de refroidissement sur quatre de ses réacteurs et Tepco a pris des mesures de prévention similaires. Dans le même temps, quelque 50 000 soldats et sauveteurs, avec 190 avions et des dizaines de navires étaient acheminés dans les zones sinistrées de la façade Pacifique.

Selon la police, plus de 215 000 personnes ont été évacuées vers des abris dans le nord et l'est, et, d'après l'agence Kyodo, plus de 3 400 habitations ont été détruites.

Au moins 5,6 millions de foyers restaient privés d'électricité et la compagnie Tepco a averti d'un risque d'interruption de l'alimentation en électricité à Tokyo. Un million de foyers demeuraient sans eau potable.

Les premières équipes de secours envoyées par l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud, la Suisse, le Royaume-Uni ou les Etats-Unis étaient attendues dans les prochaines heures au Japon.

De l'autre côté du Pacifique, un homme de 25 ans s'est noyé vendredi soir en Californie, emporté par une vague provoquée par le tsunami.

En revanche, les vagues hors normes qui ont déferlé sur les côtes d'Amérique latine n'y ont pas fait de victimes, ni de dégâts majeurs, ont assuré les autorités.

YÉMEN

Trois manifestants tués, dont un écolier de 12 ans

Trois manifestants, dont un écolier de 12 ans, ont été tués et des centaines blessés hier au Yémen où les protestataires ont accusé la police d'avoir utilisé, pour les disperser, des gaz toxiques.

Les autorités ont vite démenti l'usage de «gaz autres que lacrymogènes» et affirmé que la police n'est intervenue à Sanaâ que pour séparer des manifestants et des commerçants gênés par le sit-in de l'Université.

L'ambassadeur américain à Sanaâ a dans le même temps plaidé pour le dialogue entre le pouvoir et l'opposition, qui a épousé les demandes de la rue exigeant le départ immédiat du président Ali Abdallah Saleh, en estimant que l'instabilité ferait le lit d'Al-Qaïda déjà bien implantée dans le pays.

A Sanaâ, la police a lancé un assaut à l'aube contre les manifestants qui campent depuis le 21 février sur la place de l'Université.

Un manifestant a été tué et près de 300 blessés, dont 30 par balles, les autres ayant été intoxiqués par les gaz, selon le comité médical formé par les manifestants, qui a accusé les forces de sécurité d'employer des gaz toxiques.

Dans l'après-midi, un autre manifestant a été tué par les tirs d'un sniper non identifié alors qu'il tentait, avec d'autres, de se joindre au sit-in de l'Université de Sanaâ, selon des sources de l'opposition. Des étudiants et écoliers sont descendus hier dans les rues du Yémen pour protester contre l'attaque de Sanaâ. Plusieurs centaines d'entre eux



ont été dispersés par la police à Aden, grande ville du sud, où là aussi la police a été accusée d'avoir utilisé des gaz toxiques.

A Moukalla, dans le sud-est, un écolier de 12 ans qui participait à une manifestation similaire a été tué par des tirs de la police, a-t-on appris de sources médicales et auprès de témoins.

Cinq écoliers ont également été blessés lors de la dispersion par la police de la marche, selon des sources médicales.

L'ONU a indiqué vendredi que 37 militants et au moins six agents de sécurité ont été tués depuis le début des troubles fin janvier et a demandé à Sanaâ d'enquêter sur la mort de manifestants.

Le président Saleh s'était engagé dans un discours jeudi à «continuer de protéger» les manifestants, qu'ils soient pour ou contre son régime.

Mais un médecin du comité médical mis en place par les organisateurs du sit-in, le docteur Hassan al-Joshaai, a affirmé que les forces de sécurité employaient une forme de gaz innervant contre les manifestants.

«Ce ne sont pas des gaz lacrymogènes, mais des gaz toxiques qui paralysent le système nerveux et l'appareil respiratoire et provoquent des évanouissements», a expliqué ce spécialiste du système nerveux à l'AFP.

Selon lui, les médecins ne savaient comment traiter neuf manifestants ayant inhalé ces gaz mardi soir. «Nous avons demandé aux autorités de nous fournir le traitement adéquat et nous attendons toujours», a-t-il ajouté.

L'ambassadeur américain à Sanaâ a plaidé en faveur d'un dialogue entre le président Saleh et l'opposition, en mettant en garde contre le risque d'une guerre civile qui profiterait, selon lui, au réseau Al-Qaïda.

«L'inquiétude que nous avons (...) est que le risque de violences entre les deux parties ne fait qu'augmenter chaque jour en l'absence d'un dialogue et de négociations», a déclaré le diplomate, Gerald Feierstein, à des journalistes.

«Nous voulons voir une transition pacifique au Yémen», a déclaré l'ambassadeur américain, dont le pays soutient fermement le président Saleh dans la lutte contre Al-Qaïda.

«Nous pensons que l'incertitude et l'instabilité aideraient Al-Qaïda et d'autres groupes extrémistes», a averti le diplomate.

CÔTE-D'IVOIRE Un véhicule civil de l'ONU incendié à Abidjan

Un véhicule civil de la mission de l'ONU en Côte d'Ivoire (Onuci) a été incendié hier à Abidjan sans qu'il ne semble y avoir de victime, a déclaré le porte-parole de l'Onuci, Hamadou Touré. «On a attaqué un de nos véhicules. C'est un véhicule civil», a ajouté le porte-parole à l'AFP, précisant qu'«apparemment» il n'y avait pas de victime. «Nous sommes en train de vérifier pour voir les circonstances et les conséquences d'un tel acte», a-t-il ajouté.

Selon des témoignages, il s'agit du véhicule d'un membre de l'Onuci qui s'était rendu dans un supermarché du quartier de Cocody-Deux-Plateaux.

Le véhicule, portant le sigle UN, a été incendié sur le parking du supermarché. L'Onuci a à plusieurs reprises au cours des dernières semaines dénoncé des attaques à son encontre de partisans ou de forces loyales au président sortant Laurent Gbagbo.

Le gouvernement Gbagbo réclame le départ de la mission ainsi que de la force française Licorne qui l'appuie, les accusant de soutenir les «rebelles» alliés à son rival Alassane Ouattara.